



les nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la
Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

Numéro 777 - 29 décembre 2004

Prix : 0,38 €

**Toute l'équipe
des «Nouvelles»
vous souhaite
de joyeuses fêtes
de fin d'année**

Vite lu

Ce numéro 777 de notre journal sera le dernier de 2004 avec en complément pour tous nos lectrices et lecteurs, le petit calendrier de bureau. Nous reviendrons en page intérieure sur le conflit des transports en commun de Saint-Nazaire, avec nos analyses et nos appréciations. Nous ferons également le tour de l'actualité sociale et politique sur notre département et aborderons dans la page consacrée à l'Europe la question de son «indépendance» vis-à-vis de l'OTAN au regard du projet de constitution.

Et pendant ce temps là, la nouvelle formule de notre journal continue de se façonner, à se travailler et à provoquer échanges et discussions. Elle devrait être chez vous le 3 février prochain dans un numéro qui va bousculer les habitudes. En attendant, bonnes et joyeuses fêtes de fin d'année.

● Une année bien remplie

L'année qui s'achève aura été marquée par des attaques sans précédent de la droite qui a décidé de mener contre vents et marées, sa recomposition de la société. Toutes les structures sont concernées, la protection sociale, les droits des travailleurs, l'école, la démocratie...

Dans le même temps, les dernières élections cantonales et régionales ont montré que les citoyens n'acceptaient pas cette politique, faisant, ce qui est historique, basculer notre région et notre département à gauche. Ces nouveaux moyens peuvent être, si la gauche s'en empare, un levier important pour donner aux habitants de Loire-Atlantique des espoirs dans l'avenir. Les Communistes ont clairement exprimé leurs ambitions d'aller en ce sens, notamment devant les attermoissements récents de la majorité départementale sur les questions des grands travaux nécessaires aux ligériens, ils se sont exprimés pour une réponse précise et concrète, ils engagent un vaste action dans les quartiers, les villes et les entreprises pour que le «non» sur le traité de constitution européenne l'emporte lors du prochain référendum.

Ils se veulent offensifs au regard de la réunion des animateurs de la vie du Parti qu'ils ont tenue dernièrement à Paris et rassembleurs pour créer avec tous celles et tous ceux qui le désirent les conditions d'une réelle et durable alternative politique.

2005 s'annonce comme une année décisive, elle peut être porteuse de nouveaux succès notamment lors du référendum sur le projet de constitution si tout le monde s'y met, elle peut être enthousiasmante pour le Parti Communiste Français qui lors des élections partielles qui se déroulent, enregistre des résultats intéressants à l'image du canton de Bouaye, elle peut être porteuse d'un renforcement nécessaire et possible si nous décidons ensemble de fournir les efforts pour cela.

A ceux qui espèrent un Parti Communiste en déclin, la preuve est une nouvelle fois faite qu'il est toujours bien là et décidé à prendre toute sa place sur la scène politique de notre département, de notre région et au-delà.

Y.C.

En bref

Emploi : banquier

L'ex-patron d'EDF François ROUSSELY qui a été écarté de la présidence de l'entreprise nationale sur fond de rivalité entre Bercy et Matignon, vient de trouver un petit job de pré retraité en droite ligne avec les idées qu'il a toujours privilégiées. Il va tout simplement assurer à partir du 1er janvier prochain la présidence d'une banque d'affaires helvétique du nom de First Boston... Pouvions-nous objectivement penser que Monsieur ROUSSELY se sentait bien dans sa peau et défendait bec et ongles, une entreprise telle qu'EDF devant la spéculation... on peut en douter.

Emplois manquants

Selon le nouveau président d'EDF, en droite ligne avec les conceptions de son prédécesseur, les gains de productivité de l'entreprise nationale pourraient entraîner d'ici à 2007 la suppression de 15 000 emplois. Pierre GADONNEIX a déclaré qu'il comptait réaliser 7,5 milliards d'euros de gain de productivité dont 20% sur les dépenses de personnel. Réactions immédiates de la CGT énergie qui déclare : «Ce n'est pas avec des redéploiements internes que l'on fait 7,5 milliards d'économies».

Sécu : la facture

La réforme DOUSTE-BLAZY de l'assurance maladie commence à faire sentir ses effets pour les assurés. C'est ainsi que l'annonce est faite de 1 milliard d'économies envisagé pour l'année 2005. Qui va payer l'ardoise ? Les patrons... erreur, ce seront les assurés qui vont voir leurs prestations réduites dans de nombreux secteurs comme les arrêts maladies, les affections de longue durée, les prescriptions d'antibiotiques, etc. De plus, 500 millions vont servir au financement des revalorisations des honoraires des médecins.

Au travail

Les termes employés par Jean-Pierre RAFFARIN pour définir sa remise en cause des 35 heures ne manqueraient pas d'humour si le sujet n'était pas aussi sérieux. Reprenons tout cela dans l'ordre : «Travailler plus», «Gagner plus», «Heures supplémentaires choisies», «Volontariat», «Dialogue social». Seul Ernest Antoine SEILLIERE se frotte les mains et encourage bruyamment. Le résultat de l'opération est désastreux car il remet totalement en cause les 35 heures. Et dans le même temps que l'on parle d'heures supplémentaires, de travailler plus et je ne sais quoi encore, le chômage est toujours aussi élevé.

Et sarko dans tout ça ?

Ca baigne, après s'être fait sacré, pas de repos, tout de suite sur le chantier. Une visite en Israël où on se demande si il est chef de parti ou chef d'état, une Cécilia rayonnante collée à ses baskets, et de plus en plus de présence sur les radio et télévision. Une vedette quoi... une vedette médiatico-politique qui ne manque aucune occasion de donner son avis sur tout ce qui bouge dans notre pays et dans le monde. On arrive même à se demander s'il ne va pas falloir modifier la Constitution pour officialiser son rôle dans notre chère République française...

De vous à moi

Dans une balance classique de marchand, il y a le plateau de droite et celui de gauche. Pour que l'opération marchande soit menée à ses fins, il faut que les deux plateaux s'immobilisent à la même hauteur.

La vie, le quotidien, aux premières années du 21ème siècle, n'est pas à l'image de cette balance. En effet, il y a ceux qui font pencher la balance en leur faveur et ceux qui subissent directement la poussée. C'est ainsi que j'ai pu, comme chacun d'entre vous, lire et entendre le même jour, la France d'en bas qui ouvrait les restos du cœur et celle d'en haut qui comptait ses revenus mensuels en millions d'euros.

A l'ouverture des restos du cœur qui entament leur vingtième campagne, sa présidente départementale nous explique qui sont ses "clients" : des gens comme vous et moi qui "n'y arrivent plus" parce qu'ils vivent en situation mono parentale, parce qu'ils sont précaires dans leur emploi, parce qu'ils l'ont perdu ou ce qui semble apparaître comme "nouveau" parce qu'ils sont en retraite.

Ce que nous explique cette responsable des restos du cœur, à sa façon, avec ses mots, c'est une faillite de notre société qui condamne de plus en plus de gens, qui les exclut, qui les met dans une situation de survie, de dépendance à la générosité d'autrui, et les empêche d'être des femmes et des hommes libres, dignes et responsables, constructeurs de l'avenir.

Et pendant ce temps là, on nous dit à la lecture des belles et sérieuses publications financières que tout va bien dans le monde de la finance, de la grande industrie, dans le clan bien coté de ces patrons des grands groupes français qui gagnent en un an quelques 23 millions d'euros à l'exemple de Monsieur le président directeur général du grand et fabuleux groupe Vivendi Universal.

Lui, comme ses compères, s'en foutent pas mal de cette France d'en bas, parce qu'ils ont directement participé à la mettre en place. Ce qui compte pour ces gens là, ce ne sont pas ceux qui crèvent mais le CAC 40, les profits, les parts de marché et je ne sais quoi encore.

C'est vraiment devenu insupportable de voir 5 à 7 millions de personnes vivre en dessous du seuil de pauvreté et à côté de ça, quelques individus amasser des fortunes à ne savoir qu'en faire.

La France a aboli il y a un peu plus de 200 ans, les privilèges de la noblesse, ne pourrait-elle pas aujourd'hui s'occuper de ces gens ?

Y.C

Parti socialiste :**«Oui», avec beaucoup d'opposition**

Le résultat du vote interne des adhérents du Parti socialiste est analysé différemment si l'on a à cœur le «oui» ou le «non» en vue du futur référendum sur la Constitution européenne.

L'ensemble des grands médias ne s'est d'ailleurs pas trompé en mordant y compris le trait. Prenons quelques exemples : «Le triomphe de Hollande», «Fabius est KO debout», «Quel résultat, raz de marée, le carton». Le journal Libération titre «les socialistes disent oui!!!!». De nombreux autres exemples pourraient confirmer cette appréciation d'un bulldozer médiatique qui tenterait de mettre tout le monde sur la même ligne, celle d'une seule possibilité de choix pour le présent et pour l'avenir : un «oui» constitutionnel.

Les choses ne sont pourtant pas si claires que cela car : si une majorité des adhérents du PS s'est exprimée en faveur du «oui», il y a une importante force qui refuse de s'engager dans ce chemin parce que victime de la politique européenne issue de Maastrich, parce que soucieuse de l'avenir que nous propose le projet de constitution.

Il y a aussi toutes celles et tous ceux qui se sont exprimés positivement et qui en même temps ne sont pas d'accord avec le texte. Ils sont nombreux, en particulier dans le Nord de la France ou dans le monde du travail, pour ne prendre que ces exemples, à avoir voté «oui» parce qu'ils craignaient pour les destinées du PS, parce qu'il pensaient que le «non» de Fabius était plus tactique et politicien que politique, parce qu'ils suivaient sans conviction leurs dirigeants locaux.

Quoiqu'il en soit, il faut aujourd'hui dans le Parti socialiste et en dehors, compter sur plus de 40%, sur 40 000 hommes et femmes qui veulent dans le PS avec beaucoup d'autres, de nouvelles perspectives que celles offertes par le traité de Giscard. C'est ensemble que nous pourrions demain lors du référendum, faire gagner le «non».

Vote du PS en Loire-Atlantique : réactions de Michel RICA

Le débat interne au Parti Socialiste a occupé la vie politique et médiatique de ces dernières semaines. Aujourd'hui, si, à droite, beaucoup de partisans du OUI se réjouissent de ce résultat, celles et ceux qui pensent que le NON est une chance pour rediscuter et relancer le débat sur l'Europe sociale que nous voulons, se félicitent que 40 000 militants socialistes ont eux, déjà voté NON.

C'est particulièrement vrai pour le Parti Communiste Français dont l'opposition au Traité GISCARD est publique depuis de nombreux mois.

Le débat qu'a ouvert le Parti Socialiste, a permis de porter des analyses et des arguments autour du NON qui restent pertinents aujourd'hui.

Dans le respect des décisions de chacun, le débat continue et le NON doit trouver aujourd'hui, un nouvel élargissement pour éviter une radicalisation dont le corollaire serait le rétrécissement.

Il est donc urgent de travailler aux convergences de rassemblement, dans le cadre d'une dynamique résolument ancrée à gauche.

La Fédération de Loire-Atlantique du PCF va travailler dans ce sens avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent, et poursuivre le débat pour une autre Europe que l'Europe libérale.

Nantes le 3 décembre 2004

NON
à la constitution Giscard

OUI
à une
autre Europe

PCF
Parti communiste français

Débat citoyen à Savenay

A l'initiative des communistes de Savenay, un forum citoyen s'est tenu en présence d'un large éventail de participants, du Parti Communiste Français, d'ATTAC, du PS, de syndicalistes, de citoyens.

Un débat animé, parfois vif, mais toujours courtois avec une volonté des participants d'aller jusqu'au bout dans l'argumentation. Deux lectures très opposées se sont rapidement dessinées dans la salle.

L'une plutôt favorable au "oui" - et taxée d'optimisme par ceux qui la récusait - qui consiste à prendre pour argent comptant les déclarations d'intention et invoquent "des avancées sociales et percées démocratiques", qu'en tant que "nantis" (sic), il n'y aurait pas à sous estimer comme "progrès" pour les peuples des pays nouvellement adhérents à l'union.

L'autre lecture, davantage critique, et résolument pour le "non", souligne les déséquilibres d'un texte "pâté d'alouette et de cheval". Au début, une petite "alouette" de droits théoriques, sans traductions concrètes, et, pour toute la suite du texte, un gros "cheval" d'ultralibéralisme. Ce déséquilibre, dans la structuration même du texte ne doit pourtant pas abuser les citoyens, à part ceux qui se contenteraient de ne lire superficiellement les premières pages.

La discussion a beaucoup tourné autour de la notion de services publics, relayée dans le texte par celle de services d'intérêts généraux. Est-ce la même chose comme le prétendait un défenseur du "oui" ou une nuance "linguistique" qui cache mal la volonté de créer une nouvelle base juridique permettant le démantèlement des services publics à la française comme l'indiquait les défenseurs du "non" ?

D'autres questions sont également venues en débat telles celles de l'indépendance de l'Europe avec la main mise de l'OTAN ainsi que les questions sociales. Pour tous, la conclusion de cette soirée s'est faite sur la nécessité du débat, de la confrontation en saluant l'initiative des communistes de permettre que de tels espaces soient mis à la disposition des citoyens.

Le projet de constitution : La paix en parole, L'atlantisme comme méthode

L'Europe et son indépendance vis-à-vis des Etats-Unis

Le projet de constitution laisse une place importante aux questions «d'indépendance» de l'Europe par rapport aux Etats-Unis. Les défenseurs du «oui» restent très discrets sur cette question pourtant fondamentale. L'Europe, telle que le conçoit le traité, sera-t-elle dépendante ou non des USA ?

«L'union a pour but de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples» (article I-3-1) nous précise la définition et les objectifs de l'union.

Plus loin dans le texte, les questions concernant les aspects de sécurité apparaissent en ces termes :



«La politique de l'union n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains états membres, elle respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique nord pour certains états membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre» (article I-41-3)

Cet article pose clairement le rôle de l'OTAN sur l'Europe qui doit se soumettre à sa volonté. La suite du texte précise également les intentions militaires de l'Europe : (article I-41-3) «Les états s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires»

Tout cela ne doit rien au hasard : dans les premiers articles du projet de constitution, la paix n'est ni classée, ni envisagée comme une «valeur» fondatrice de l'union. Elle reste un simple «objectif» potentiel parmi d'autres. De plus, elle est exclusivement et immédiatement réservée aux peuples de l'union : il n'y a, dans ce domaine aucune vocation universelle de l'union, à mille lieues de l'unilatéralisme américain. On est loin d'une autre Europe pour un autre monde où la paix deviendrait une pierre angulaire dans l'ordre mondial.

Plus encore, comme en matière économique et financière, le projet de constitution stipule dès sa première partie consacrée à l'identité de l'Europe, que sa politique est orientée vers l'augmentation de ses dépenses militaires. Il s'agit là d'un rare domaine où les intentions vont vers la dépense.

Un «oui» qui fait extrapoler la droite

Le «oui» majoritaire des socialistes au traité constitutionnel a entraîné une pluie de réactions à droite desquelles nous pourrions en premier lieu nous moquer mais qui, politiquement parlant, posent différentes questions.

L'empressement de Jacques CHIRAC à se féliciter «de la bonne nouvelle» montre que la Présidence de la République n'a aucune certitude quant au résultat du référendum. En intervenant de la sorte, la droite espère constituer un large consensus des partisans du «oui» et, comme cela a été le cas lors des

dernières élections européennes, éviter le débat de fond lors de la campagne du référendum.

D'ailleurs, la réaction de François HOLLANDE de

demander à ce que le référendum se fasse le plus rapidement possible milite en ce sens. Personne ni à droite ni dans la majorité du PS n'a intérêt à laisser un débat profond et démocratique s'instaurer dans le pays.

A contrario, quand le mouvement républicain et citoyen affirme que le vote du PS est un ralliement au libéralisme ou encore pour la LCR qu'il est affligeant, il n'y a aucune volonté manifeste d'encourager le rassemblement des «non» pour le faire triompher et un risque évident de figer les situations jusqu'au référendum.



Saint-Nazaire :

«A travail égal, salaire égal», le défi des chauffeurs de bus

Ce qu'ils et elles ont gagné :

3% d'augmentation des salaires pour les chauffeurs de la STRAN, 7,3% pour ceux de la STRVN, le paiement intégral des heures d'astreinte de nuit à la STRVN, une prime de milieu d'année de 800 _ pour la STRAN, la hausse du coefficient des conducteurs de personnes à mobilité réduite (soit 175 _ mensuels de plus pour quatre chauffeurs), l'embauche d'un contrôleur supplémentaire, le paiement de 9 jours de grève. L'accord, confirmé par le débat du Conseil communautaire du 14 décembre 2004, précise que des études contradictoires seront menées par l'autorité organisatrice et par la CGT pour parvenir à terme à la fusion des deux sociétés STRAN et STRVN et pour répondre progressivement à la revendication "à travail égal, salaire égal" qui a été à l'origine du conflit.



STRAN STRVN : La lutte a payé

Après 29 jours de lutte, le conflit des sociétés de transports publics de la région nazairienne vient de se terminer. "Un conflit exemplaire" notait Hubert DELAHAIE, Président des élus communistes et républicains de la communauté d'agglomération dans son communiqué à la presse tandis que les communistes des sections de Saint-Nazaire, de la Brière, de la Presqu'île et des Pays de Retz se réjouissaient que "la raison l'ait enfin emporté".

Les élus, les responsables du Parti, les militants ont travaillé dur à tous les niveaux pour que les responsables du dossier à la communauté d'agglomération se mettent autour d'une table, organisent de vraies négociations avec la volonté d'aboutir et que l'on sorte de cette grève par le haut.

L'accord signé par le Président de la CARENE et la CGT comprend de premiers acquis importants et surtout une obligation de suite qui a été confirmée au Conseil communautaire du 14 décembre après l'intervention énergique prononcée par Marc JUSTY au nom du groupe communiste.

Cet accord, note le communiqué des élus communistes "est un point d'appui pour une réflexion plus large concernant le développement des transports en commun sur le territoire des 10 communes de notre Communauté d'agglomération". Autrement dit, les salariés et leur organisation syndicale ont posé des questions de société dont l'écho a résonné et va résonner encore longtemps entre les murs de la CARENE, à Saint-Nazaire et dans la Brière.

Les plus de 30 000 euros et les 5000 signatures recueillis pendant et après la grève témoignent la popularité d'un mouvement que beaucoup d'usagers et de salariés ont soutenu par procuration.

Construire tous ensemble une politique ambitieuse des transports publics pour la région nazairienne exigera des moyens. C'est pourquoi, au moment de la discussion sur les orientations budgétaires 2005, les élus communistes et républicains de la CARENE demanderont une revalorisation significative de la taxe de versement transport sur le territoire de la Communauté et exigeront que l'état verse une part significative de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers aux collectivités qui mettent en œuvre une politique ambitieuse des transports publics.

Des propositions communistes : une contribution réfléchie au débat

Depuis le 26 novembre, les élus communistes et républicains ont fait, des propositions concrètes pour l'avenir.

Ces propositions n'étaient pas à prendre ou à laisser. Elles étaient et restent une contribution originale au débat. Leur prise en compte, même partielle et échelonnée dans le temps, selon un calendrier négocié permettrait d'avancer.

En calculant large, ce sont 400 000 _uros par an qui sont nécessaires pour satisfaire les revendications des salariés de la STRVN.

• En 2003, la STRVN a déclaré 145 000 euros de bénéfices, la STRAN 161 000. Quels seront les bénéfices dégagés en 2004 ? Ne peut-on pas décider ensemble qu'une partie de cet argent pourrait permettre d'augmenter les salaires ?

@ Depuis 4 ans la navette électrique, en panne quatre mois par an, a coûté très cher. En terminer avec cette expérience permettrait de dégager 35 à 40 000 euros par an

• La CARENE conserve une partie du produit de la taxe de versement transport (600 000 euros) pour financer d'éventuels aménagements urbains. Ce prélèvement qui -sauf erreur de notre part- est loin d'avoir été utilisé cette année, ne peut-il pas lui aussi servir à régler une partie de la question ?

C'est vrai que la question du financement de ces justes revendications pose, à terme, un réel problème à la collectivité. C'est la raison pour laquelle, les élus communistes et républicains font d'autres propositions dans le cadre la préparation du projet de budget 2005 de leur

Communauté d'agglomération : Voilà deux ans qu'ils demandent l'augmentation de la taxe de versement transport exigible auprès des entreprises de plus de 9 salariés. Ils doivent maintenant être entendus. Le taux actuel de cette taxe est très bas à Saint-Nazaire : 0,95%. Pour ne prendre que cet exemple, en 2005, il sera porté à 1,80% à la Communauté Urbaine de Nantes.

A terme, la CARENE et les dix communes qu'elle regroupe ne doivent posséder qu'une seule société de transport public, la STRAN, puisque c'est elle qui offre le mieux disant social et qu'au dire même des responsables politiques de la Communauté d'agglomération «il est clair» que la dynamique qui a, un temps joué en faveur de la STRVN a «aujourd'hui atteint ses limites».

29 jours de grève : questions sur la durée d'un conflit

L'exceptionnelle durée du mouvement pose question. Pourquoi a-t'il fallu 29 jours pour en sortir ?

Les bus jaunes ne roulaient que depuis quelques heures quand, le 14 décembre au soir, le Conseil communautaire se réunit enfin. Il était temps. Alors que la grève durait, le Président Joël BATEUX, avait annulé la Conférence des Maires, l'organe exécutif de la CARENE, jugeant que sa réunion ne pouvait se tenir dans la sérénité. Depuis le début, comme l'a écrit un journaliste de la presse régionale, il avait, en fait, décidé «droit dans ses bottes» de ne pas céder aux salariés quitte à aller à l'affrontement. «**Votre mouvement peut durer, il ne gêne personne**» avait lancé aux grévistes choqués, le Machiavel aux petits pieds qui lui sert de conseiller et qui l'a conduit droit dans le mur jusqu'à ce que le Parti communiste et le Parti socialiste, attachés à une gestion progressiste de la CARENE l'amènent à jeter l'éponge. Pourquoi ne pas avoir voulu entendre les avertissements donnés par les élus communistes qui avaient, il y a quelques mois, rencontré les responsables syndicaux des deux sociétés ? Dans une ville comme Saint-Nazaire,

comment se prétendre de gauche et balayer du revers de la main «à travail égal, salaire égal», une revendication si emblématique des combats du mouvement ouvrier ? Pourquoi ne s'être assis à la table des négociations qu'au moment où le feu brûlait la chaise ? Qu'avait-on à gagner pendant toutes ces semaines à ne faire des propositions que par voie de presse ou par lettres individuelles au domicile des salariés, en ignorant systématiquement les organisations syndicales et particulièrement la CGT ? Signer un protocole de fin de grève derrière le dos des salariés en lutte, avec un syndicat ultra minoritaire et une deuxième organisation quasi inexistante qui ne participait pas au mouvement, c'est un procédé qu'emploient volontiers les «patrons voyous» pour casser un mouvement, un procédé intenable dans une collectivité territoriale à majorité de gauche à laquelle participent les communistes... Pourquoi, dans ces conditions, s'étonner qu'au Conseil communautaire, Marc JUSTY, membre du Conseil d'administration de la STRAN, demande, au nom du groupe des élus communistes et républicains, de solides garanties sur le devenir des négociations ?

Les questions de stratégies, de la vie du Parti et les statuts au cœur du débat

100 000 signatures pour les 300 euros aux modestes familles



Profitant de la réunion nationale des animateurs de la vie du parti, les 700 délégués ont convergés vers Matignon en fin de la matinée du samedi pour remettre l'ensemble des cartes pétitions recueillies au Premier ministre. Bien entendu, la France d'en haut n'était pas en mesure de recevoir une délégation de la France d'en bas, pire les rues donnant accès à l'Hôtel du Premier Ministre avaient été préalablement fermées par les forces de police. Rendez-vous compte 700 dirigeants communistes venus de toutes les provinces françaises sous les fenêtres du chef du gouvernement, ça ne se fait pas dans cette démocratie là.

Quoi qu'il en soit, personne ne pourra faire abstraction de l'exigence légitime recueillie par la mobilisation des militants communistes pour le versement de 300 euros aux familles les plus modestes et pour l'ouverture immédiate de négociation en vue de fortes augmentations des salaires.

Notre photo : Gilles BONTEMPS, Pierre RIOU, Yannick CHENEAU, Michel RICA, Paul ROBERT, Dominique LUCAS parmi les 700 délégués venus déposer les pétitions

Pour la troisième année consécutive, les animatrices et animateurs de la vie du Parti, que sont les secrétaires de section, étaient réunis nationalement à Paris pour faire le point de l'activité des communistes, pour échanger sur les questions de la stratégie, de la vie du Parti et de ses statuts. Cette réunion qui regroupait quelque 700 militants s'est avérée riche d'un débat soutenu, quelquefois contradictoire, qui, dans le cadre de la préparation du prochain congrès du Parti, après les différentes élections qui ont rythmé l'année 2004, aidera à la réflexion politique pour les mois qui viennent. La fonction de notre journal ne nous permet pas de revenir sur l'ensemble des travaux de ces deux journées de réunion, (voir le journal l'Humanité du mercredi 15 décembre). Nous vous proposons donc de prendre connaissance de l'intervention faite par notre camarade Dominique LUCAS, secrétaire de la section de Rezé Sud Loire, le samedi après midi 11 décembre.

Pas de rassemblement sans Parti Communiste structuré

Intervention de Dominique Lucas



Rassembler les forces sociales pour mieux rassembler l'ensemble des forces de gauche me paraît un objectif fondamental pour le Parti Communiste Français. Ce rassemblement a besoin d'être «nourri» de l'intervention communiste si nous voulons réellement créer les conditions de la transformation sociale. Récemment candidat lors d'une élection cantonale partielle (en octobre dernier), j'ai fait l'expérience du caractère indispensable à la fois d'une candidature communiste, clairement identifiée comme telle, et du déploiement d'une activité communiste pour mener la bataille des idées. Ce sont les Communistes, ensemble, qui ont décidé de présenter un candidat de leur Parti. Ce sont les Communistes, ensemble, qui ont mené la campagne électorale avec d'autres, de nombreux autres, sympathisants, syndicalistes, etc. Cette situation nous a permis de verser au débat des propositions communistes et de rassembler autour de la candidature communiste des forces nouvelles. La modification du rapport des forces à gauche, avec un progrès sen-

sible du vote communiste (+ 2%), a créé les conditions d'un rassemblement des forces de gauche au 2ème tour et a permis de battre la droite qui détenait le canton.

Cette expérience me conforte dans l'idée qu'il n'est pas de rassemblement possible sans présence et affirmation d'un Parti Communiste structuré, déployant une activité en phase avec le mouvement populaire. Un parti citoyen, porteur de propositions et d'un projet de transformation de la société. Un parti capable d'intervenir à tous les échelons de la société, du quartier à l'Assemblée nationale, dans la rue comme dans les institutions. Les expériences que nous avons connues au Parti dans la dernière période, du type «gauche populaire et citoyenne» me semblent vides de sens pour les gens auxquels nous nous adressons et contribuent à la dilution de l'identité communiste. Ceux que nous rencontrons, ont besoin de réponses concrètes à des problèmes concrets. Ils veulent des partis politiques en situation de les résoudre et il serait tragique

de laisser croire que seule une partie de la gauche, autoproclamée, serait en capacité demain de remettre notre pays sur la voie de la transformation sociale. Nous ne pouvons plus nous permettre d'entretenir le flou sur nos choix stratégiques. Il nous faut affirmer clairement qui nous sommes, ce que nous voulons faire et avec qui. De ce point de vue, j'estime nécessaire de nous affirmer comme des communistes d'aujourd'hui, prenant en compte les réalités du monde et de la société pour mieux les transformer, assurant nos rapports avec le mouvement social comme avec l'ensemble des forces de gauche pour contribuer à leur rassemblement, sans exclusive. Ne nous cachons pas derrière notre petit doigt (ni d'ailleurs derrière une faucille et un marteau), il n'est pas sérieux de dire ou laisser à penser que ce rassemblement pourrait, dans les conditions actuelles, remporter les élections sans le Parti Socialiste. C'est la capacité d'intervention du Parti Communiste qu'il faut faire progresser pour faire vivre nos propositions.

Les batailles dans lesquelles nous sommes engagés, je pense au «NON au traité constitutionnel européen», ou à celle des «300 euros» sont porteuses d'une autre politique pour l'Europe et l'emploi. C'est sur le contenu de cette politique, tournant résolument le dos au libéralisme que nous pourrions gagner la bataille à gauche. Ceci nécessite un Parti Communiste actif et structuré, dans les quartiers, les localités, les entreprises. C'est pourquoi la question de la vie du Parti doit être au cœur de nos préoccupations, il faut gagner la bataille du renforcement !

MODUS
RENAULT ESPACE MULTIMEDIA

VEZ DECOUVRIR MODUS

Grandi pour quoi faire?

RENAULT SAINT-NAZAIRE
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
380, route de la Cité d'Azur - Océans
02 40 17 20 20
ET SON RESEAU D'AGENTS

Un bon résultat du candidat du Parti Communiste à Ligné

Malgré les près de 60% des voix obtenues au premier tour de l'élection partielle sur le canton de Ligné par le candidat de droite, il aura tout de même fallu aux électeurs de ce canton un retour aux urnes la semaine suivante. En effet, la barre nécessaire de 25% des inscrits n'avait pas été atteinte.

Cette élection, dont le résultat ne semblait faire aucun doute, le canton était détenu par la droite qui y est fortement implantée, a tout de même été marquée par le score obtenu par le candidat présenté par le Parti Communiste Français, Patrice CHAPEAU, qui améliore légèrement celui obtenu lors de l'élection précédente. Cette présence du candidat communiste est particulièrement remarquée des observateurs et de la presse, sur la localité du Cellier où il obtient 11,17% des suffrages améliorant nettement les scores précédemment obtenus dans cette commune.

Après le bon résultat obtenu, il y a quelques mois par Dominique LUCAS sur le canton de Bouaye- Rezé sud (+2%), cette élection semble confirmer la place du Parti Communiste lors des élections partielles de cette fin d'année 2004.

Au second tour, le candidat soutenu par l'UDF est facilement élu avec 62% des voix devant le candidat divers gauche (le Parti socialiste n'avait pas de candidat officiel) qui lui n'obtient que 37% des suffrages. Notons qu'il n'y avait que trois candidats en lice lors du premier tour : un candidat soutenu par l'UDF, un divers gauche et le candidat du Parti Communiste.

FOLLE JOURNÉE 2005

au risque de perdre la boule



Depuis 1995, les Folles Journées rassemblent des centaines de musiciens venus des quatre coins d'Europe pour célébrer, le temps d'un week-end et au Palais des Congrès de Nantes, un ou plusieurs compositeurs.

Créateur du Festival de la Roque d'Anthéron, René Martin est à l'origine de cette manifestation populaire. Il a voulu, dit-il «**sortir la musique classique de son cercle élitiste**». D'où cette formidable idée d'un week-end prolongé fin janvier, proposant dans les salles de toutes tailles du Palais des Congrès, une multitude de concerts de quarante-cinq minutes chrono, à prix modestes, entre 5 et 10 euros. «**Pour un public néophyte, il fallait des concerts d'une durée relativement courte, dans une ambiance de fête**» ajoute-t-il. Mission réussie, donc, puisque 45 % des spectateurs des Folles Journées n'étaient jamais allés au concert avant ; que 25 000 disques y sont vendus ; que progressent régulièrement le nombre de spectateurs et un budget financé à moitié par les entrées, à moitié par les mécènes et les partenaires.

Grâce à une infrastructure très rodée et à 300 techniciens, l'événement accueille désormais chaque année plus de 100 000 spectateurs. Il connaît un

retentissement annuel national, grâce à la forte présence des médias, dont France Musique et Arte.

En une décennie, ces Folles Journées de Nantes ont acquis une telle renommée que certains pays s'en sont inspirés en créant un événement similaire. Ainsi, en 2005, elles s'étendent non seulement aux Pays de la Loire du 22 et 23 janvier, en plus des quatre villes - Cholet, Laval, Sablé-sur-Sarthe et Challans - qui, au côté de Nantes, ont déjà accueilli l'édition 2004, plus quatre nouveaux sites : Saumur-Fontevraud, La Flèche, Fontenay-le-Comte et La Roche-sur-Yon. Mais elles essaient également aux quatre coins du monde : à Bilbao en Espagne (du 4 au 6 mars), à Lisbonne au Portugal (du 22 au 24 avril), et jusqu'à Tokyo au Japon (du 29 avril au 1er mai).

Pour sa 11ème édition, la «Folle journée» - c'est le singulier officiel, alors qu'elle s'étend pourtant sur trois jours - est consacrée cette année, du 26 au 30 janvier 2005, à Ludwig Von Beethoven et ses amis... entre autres, Franz Schubert, Luigi Chérubini et Antonio Diabelli. Avec un tel programme, le succès est, une nouvelle fois, assuré.

Dans cette «success-story» quelques bémols se glissent néanmoins. Car, depuis quelques années, l'événement paraît victime de son succès et de son gigantisme. Il devient ainsi extrêmement difficile d'obtenir des places pour les concerts de son choix, sauf à se lever de très bon matin pour faire la queue pendant des heures dans le froid du premier week-end de janvier. Les billets en grande surface et sur internet sont également pris d'assaut en quelques heures.

La débauche de concerts, plus de 200 sur trois jours, tourne au zapping permanent, à l'orgie musicale. Pas sûr, malgré d'authentiques moments de grâce, que la musique y trouve toujours son compte. Avec cette productivité forcenée quelques fausses notes sont parfois au rendez-vous.

Les Folles Journées deviennent donc, à la musique, ce que la grande surface «culturelle» est à la bonne librairie de quartier. Et on aimerait donc être assuré que la découverte non-élitiste de «la grande musique» qu'elle permet sans nul doute, ne tourne au coup d'éclat annuel sans grand lendemain.

Transport des Marchandises

La défaite du fer contre le bitume est-elle inéluctable ?

Judi 2 décembre, de nombreux syndicalistes, Monsieur BRASSELET, Directeur du Fret Régional de la SNCF, des Elus locaux et régionaux ont participé à une table ronde organisée par le syndicat CGT des chemins.

Jean-Louis LE CORRE, Maire de Trignac, a accueilli les participants en démontrant qu'en Basse-Loire, le fret avait de l'avenir pourvu que les pouvoirs publics, au-delà des effets d'annonces, lui en donne les moyens et que la SNCF ait la volonté d'aller de l'avant dans ce secteur porteur d'avenir.

Au cours d'une discussion animée auquel participèrent Pascale SOULARD et Hubert DELAHAIE, Conseillers régionaux, des éléments furent précisés, des perspectives proposées.

Bien que le gouvernement continue à plaider pour la complémentarité entre les différents modes de transport, dans les faits, c'est tout l'inverse qui se produit. Nous assistons à une véritable défaite du fer contre le bitume. La part de la route est de plus de 80% pour le transport des marchandises dans les Pays de la Loire. La part de la SNCF a diminué de moitié en 30 ans.

Si on se reporte aux engagements du Plan Etat Région 2000 -2006, on constate qu'à la fin de l'année 2004, 45% des engagements pris pour les routes et les autoroutes ont été tenues contre 27% pour le réseau ferré. Comment dans ces conditions faire face à une demande de transport qui va augmenter de 40% d'ici 2020 ?

Peut-on longtemps accepter que, dans les Pays de la Loire, la SNCF ne transporte plus que 10% des marchandises (en tonnes kilomètres), 2,90 % si on prend le seul tonnage ? Qui peut encore parler de développement durable devant un tel constat ? Quand on connaît les coûts exorbitants que le «tout camion» représente pour la société, est-il tenable d'affirmer comme Monsieur BRASSELET, que le fret SNCF est «un service commercial qui n'est plus soumis aux principes du service public» et que



le plan de relance de sa société «**visé à rechercher en priorité l'équilibre financier et l'adaptation aux contraintes du marché ?**»

Alors que l'activité du Port Autonome se développe, les trafics de Basse-Loire sont à leur niveau le plus bas depuis 10 ans. Le fret ferroviaire entre Nantes et Saint-Nazaire ne cesse de baisser pour ne plus capter que 7% du trafic portuaire en 2003. Pendant ce temps, plus de 5000 camions circulent autour de Nantes tous les jours. Le «**feroutage**», le projet d'autoroute de la mer, l'encouragement au transport des marchandises par voie maritime, le développement du fret SNCF sont de véritables solutions alternatives, des défis à relever pour le Schéma de Cohérence Territoriale actuellement en discussion, un schéma qui, s'ils s'emparaient de ces questions, se préoccuperait vraiment du développement durable.

Les Sorinières Mixité sociale dans la ZAC des Vignes

Les Sorinières, commune située à 11 Km de Nantes, dans une zone attractive entre ville et campagne connaît et va connaître une augmentation de population qui nécessite des équipements importants que ce soit en transports en commun, en écoles, en équipements sportifs, en logement social. La majorité issue des élections de mars 2001 à laquelle participent les communistes, opère dans ce domaine un changement radical. La majorité précédente voulait faire de la ZAC des Vignes, un espace libre d'une superficie de 45 hectares livré aux appétits des promoteurs pour y construire 300 maisons. La nouvelle majorité, à l'écoute des besoins criants et urgents de la population, notamment des jeunes et des familles à revenus modérés, a changé la donne en faisant de la mixité sociale une priorité. Une convention tripartite vient d'être signée entre la commune, la SEMSOR (société d'économie mixte) et Nantes Métropole. Elle prévoit de réaliser 25% de locatif social, 19% de locatif privé, 6% d'accession sociale, 50% d'accession privée avec un objectif de prix de vente accessible à tous.

Pierre RIOU

Vertou Michel Gouty écrit au maire

Après sa rencontre avec les représentants syndicaux d'EDF-GDF du site de Vertou, Michel GOUTY a demandé au maire de la ville que la question de l'éventuelle suppression de l'accueil de ce site EDF soit évoquée au Conseil municipal du 20 décembre prochain. Il fait d'ores et déjà connaître son opposition à cette décision, sa solidarité avec les salariés et sa détermination à ne pas laisser faire.

Conflit de la STRAN

Après 29 jours de grève le conflit des chauffeurs nazairiens, a pris fin. Les salariés et leurs organisations syndicales ont signé un protocole d'accord qui sera un point d'appui pour réussir dans l'année qui vient, la fusion des deux sociétés.

Trignac

1000 € pour les salariés en Lutte...



Plus de quatre semaines auront été nécessaires pour que le Président de la CARENE négocie avec les salariés de la STRAN et de la STRVN, après avoir cherché en vain la division syndicale et menacé les grévistes d'une intervention policière. La solidarité des usagers ne s'est jamais démentie. Près de 30 000 de solidarité ont été collectés. Après Montoir, vendredi 10 décembre, le Conseil municipal de Trignac, à l'invitation du Maire et de Michèle PICAUD, Maire Adjointe, votait à l'unanimité une subvention de 1000 euros pour soutenir les salariés en lutte. Même unanimité des conseillers pour demander, dans le cadre de l'élaboration du Plan de Déplacements Urbains de la Communauté d'agglomération, la mise en œuvre d'une vraie politique de transports publics et l'unification du statut des chauffeurs des deux sociétés.

... et le soutien à Marc Justy

Autre vœu de l'assemblée municipale, une demande solennelle des conseillers pour que Marc JUSTY, Maire de Saint-Joachim et Président de la Commission Environnement de la CARENE, retrouve rapidement sa délégation pleine et entière concernant la mise en œuvre de la filière d'élimination et de traitement des Déchets Ménagers.

La Chapelle des Marais

60% de rien, c'est
presque rien

L'ordre du jour de la dernière séance du Conseil municipal a été bousculé par Rémi BROUSSARD qui a inscrit de force le conflit de la STRAN dans les débats de la séance. Bien que très réticent au départ, le Maire, a fini par admettre que la formule "à travail égal, salaire égal" était juste. Poussé dans ses derniers retranchements, il a ajouté en faisant référence à la proposition des élus communistes de révaloriser la taxe de reversement transport : «je suis d'accord pour que les entreprises paient mais leur faire subir une augmentation de 60%, c'est déraisonnable». Le premier magistrat de la Chapelle des Marais oublie de préciser que la taxe de la région nazairienne est la plus basse du département et que 60 % de rien cela reste presque rien!



Saint-Brévin

Plus politicien
que le maire
tu meurs !

Jean-Joël MURATTI, Conseiller municipal et salarié des Chantiers de L'Atlantique, est comme beaucoup d'autres, préoccupé par l'avenir de son entreprise. Il a donc proposé à l'Assemblée locale un vœu pour que vive, se développe et se diversifie l'activité de la navale «qui rythme la vie des habitants de la commune et celle de leurs familles depuis plus d'un siècle». Après avoir prétexté qu'une telle motion n'était pas de la compétence de la commune et devant l'insistance de l'élu communiste, le Maire de Saint-Brévin a rédigé sa propre délibération qu'il a fait approuver par sa majorité.

Schéma de Cohérence Territoriale Un comité syndical aux ordres

Les délibérations se succèdent, vote après vote sur un projet qui va engager l'avenir de Nantes, de Saint-Nazaire et de leurs régions. On nous laisse faire nos interventions sans que cela change une virgule au projet et ensuite, content, on passe au vote. Pourtant, les élus communistes ont évoqué : le projet de Plan de Protection de l'Atmosphère de Nantes Saint-Nazaire, les Aires d'accueil de différentes communes, des révisions des Plans Locaux d'Urbanisme et leurs conséquences... Sommes-nous dans les assemblées qui traitent de cette question décisive, seulement pour entériner des décisions prises ailleurs ?

Agglomération Nantaise Rencontre avec la coordination des ROMS

La coordination Solidaire Roms de la région nantaise a été, à sa demande, reçue par une délégation d'élus communistes de l'agglomération. Cette rencontre a permis d'évoquer la situation des Roms dans divers lieux d'accueil comme la Souillarderie, Thouaré, le site du MIN à Nantes, Les Sorinières... de partager les préoccupations sur les conditions de vie des familles et d'envisager les possibilités de solutions.

Les élus communistes ont rappelé que la dramatique gestion de ces situations par les Pouvoirs Publics n'est pas innocente mais participe d'une politique sécuritaire qui «dénie des droits humains» et qui fait de la pauvreté un délit. Ils ont regretté le mutisme de la Préfecture face aux propositions qui lui sont adressées et le fait que la majorité départementale et celle de l'agglomération de Nantes s'abritent derrière ce mutisme pour ne rien faire.



Conseil Régional

Groupe des élus communistes et républicains

Rendez vous de la citoyenneté le :

Samedi 22 janvier 2005 de 9h00 à 13h00 à Nantes
Construire ensemble un projet régional

Budget 2005 Quelles ambitions ? Quels engagements ?

A l'hôtel «Mercure» 50, quai Malakoff Nantes

SNCF

Gilles Bontemps interpelle le Président Gallois



Continuant sa casse des entreprises publiques, le gouvernement contraint la SNCF à mettre en cause le caractère national de sa mission. Les Conseillers régionaux communistes jouent un rôle actif sur ce dossier au sein de la majorité régionale et prennent des initiatives pour s'opposer, par exemple, à l'abandon du fret sur Caen - Le Mans

-Tours, à la suppression de circulation entre Nantes et Bordeaux, ou au projet de démantèlement des trains Corail.

Gilles BONTEMPS vient ainsi d'interpeller vivement le Président de la SNCF, Louis GALLOIS lors d'une rencontre nationale des Conseillers régionaux le 8 décembre dernier à Paris.

Ça se passe chez nous

L'agenda



Débattre sans tabou

Intéressante initiative des communistes de Loire et Sèvre qui ont décidé d'organiser un débat public sur le traité constitutionnel pour lequel ils invitent l'ensemble des élus du canton d'Aigrefeuille et des Sorinières quelle que soit leur «étiquette politique».

Nous avons, nous indique, un des responsables de la section du Parti communiste, la volonté de mettre en place sur notre territoire un espace public où chacun, citoyen ou élu pourra venir débattre, échanger son point de vue avec d'autres qui peuvent être différents, argumenter sur le traité constitutionnel.

Nous souffrons trop, précise t'il d'un déficit d'information. Il ne suffit pas que tout le monde en parle encore faut-il mieux le connaître.

Voilà un challenge lancé avec un premier débat annoncé salle Hippolyte DEROUET aux Sorinières le 8 janvier 2005 à 20 heures.

Vendredi 4 février 2005

Salle
del'Estuaire
à Couëron



Grand
Banquet
de la
Fédération

Retenez dès maintenant auprès de votre section, votre soirée du 4 février pour participer au traditionnel banquet de la Fédération qui se déroulera cette année, à Couëron avec la participation de Fabienne POURRE, membre de la direction nationale du PCF.



Un repas gastronomique, une animation musicale, une ambiance exceptionnelle pour 15 euros par personne.

**LA SOCIETE DES LECTRICES ET LECTEURS et LA SOCIETE DES AMIS
DU JOURNAL *L'Humanité***

présentent

«l'Huma – café»

Lundi 10 janvier à 18h00 au Salon de Musique du Lieu Unique
Paul NIZAN, parmi les écrivains révolutionnaires de l'entre-deux-guerres 1914- 1940
avec Anne MATHIEU et Régis ANTOINE